

# Les trois approches de Malthus pour résoudre le problème démographique

**Donald Rutherford**

DANS **POPULATION** 2007/2 Vol. 62 , PAGES 253 À 280

ÉDITIONS **INED ÉDITIONS**

ISSN 0032-4663

DOI 10.3917/popu.702.0253

Date de mise en ligne : 28/09/2007

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-population-2007-2-page-253?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Ined Éditions.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [Cairn.info/copyright](http:// Cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



DONALD RUTHERFORD\*

## Les trois approches de Malthus pour résoudre le problème démographique

*Les termes dans lesquels Malthus a posé son principe de population sont clairs : il existe une divergence intrinsèque entre l'accroissement de la population et celui des subsistances. La difficulté commence lorsqu'on discute des solutions car, dans l'œuvre de Malthus, certains concepts essentiels sont utilisés de façon complexe. Donald RUTHERFORD contribue ici au débat en analysant les différentes conceptions du comportement humain ainsi que celles des subsistances, présentes au long des écrits malthusiens. Cette analyse le conduit à repérer les diverses solutions au problème démographique que Malthus envisage tour à tour, avant de les juger insuffisantes. La conclusion de l'auteur est qu'en fin de compte, Malthus semble pencher pour une économie diversifiée et équilibrée. Mais se méfiant d'une spécialisation excessive dans l'industrie et le commerce, il prône un équilibre entre les différents secteurs et les différentes activités économiques et renonce ainsi à la solution qui prévaudra dans les siècles suivants.*

C'est en 1798, dans la première édition de son *Essai sur le principe de population*<sup>(1)</sup>, que le Révérend Thomas Robert Malthus a formulé son « principe de population » :

« Si elle n'est pas freinée, la population s'accroît en progression géométrique. Les subsistances ne s'accroissent qu'en progression arithmétique. » (Malthus, 1966 [1798], p. 14),

donnant ainsi le coup d'envoi à un débat sur les problèmes de population. Y a-t-il une divergence intrinsèque entre l'accroissement de la population et la quantité de subsistances dont elle a besoin ? Y a-t-il un moyen d'éviter la famine générale ?

\* Université d'Édimbourg, Management School and Economics.  
Traduit par Éric Vilquin

(1) Suivant la tradition française, nous appellerons ici « 1<sup>er</sup> Essai » l'édition de 1798, et « 2<sup>e</sup> Essai » celle de 1803.

Dans ce nouvel examen de la pensée de Malthus, nous avons passé au crible toute la littérature, aussi bien les œuvres originelles que les travaux dérivés, pour élaborer un cadre conceptuel nouveau, susceptible de mettre en lumière à la fois les diverses solutions possibles du problème démographique et l'attitude de Malthus à leur égard. Les textes originaux et les commentaires qui leur ont été consacrés depuis plus de deux siècles accréditent largement cette différence de taux d'accroissement en termes de manque de subsistances, résultant de la pénurie de terres cultivables et des rendements agricoles décroissants. Ils notent ensuite que l'introduction, à partir du 2<sup>e</sup> *Essai*, de la « contrainte morale », un freinage volontaire de la croissance de la population, semblait apporter une solution à ce problème. Mais ces thèses doivent être considérées avec les plus grandes réserves, et peut-être même abandonnées.

La façon dont Malthus énonce le principe de population suggère d'emblée deux solutions possibles. Le comportement des hommes peut changer de manière à infléchir le taux de natalité, et donc la croissance de la population ; il peut aussi y avoir une modification des conditions de production des subsistances. On peut s'orienter vers une troisième solution, plus fondamentale, si on considère le hiatus entre les deux taux d'accroissement comme un effet de la nature de l'économie dans son ensemble. Cette troisième possibilité suppose de décrire les relations comptables relatives au revenu national, dont la fonction de population n'est qu'un élément.

Ces trois solutions ne sont pas nécessairement des alternatives interchangeables, applicables au même moment. En ce qui concerne la modification des comportements humains, de nouvelles habitudes peuvent s'installer rapidement et perdurer longtemps, comme c'est le cas pour l'adoption d'un nouveau style de vie ou d'une nouvelle méthode de contraception. La deuxième solution, l'augmentation du taux de production des subsistances, n'est pas propre à telle ou telle époque, mais des accroissements de la productivité agricole et de la production alimentaire peuvent être obtenus dans un délai assez court et maintenus sur de longues périodes. Enfin, l'établissement d'un équilibre peut être temporaire, éphémère. Dans la conception de l'économie avancée par Malthus, les équilibres qu'il préconise sont peut-être trop nombreux pour être maintenus au-delà de courtes périodes.

Vu l'intérêt que Malthus suscite dans tant de domaines différents, résumer les parallèles entre notre article et la littérature contemporaine serait une entreprise sans fin. De plus, notre plan, emprunté à Malthus lui-même, ignore beaucoup de préoccupations modernes. La première approche, qui concerne les comportements humains, est jugée peu intéressante aujourd'hui. Comme les couples non mariés qui ont des enfants ne sont pratiquement plus stigmatisés, l'appel de Malthus à la contrainte morale, sous la forme du mariage tardif, n'a guère d'impact ; mais on s'intéresse toujours à un autre type de comportement, la consommation. Winch (1996, p. 379) exprime un regret :

« ... Malthus aurait mieux fait de parler d'une 'contrainte volontaire', fondée sur la prévoyance et sur l'aspiration au confort et au luxe, qui constituent les besoins humains 'secondaires' ou 'artificiels' en expansion perpétuelle » ;

mais Fiaschi et Signorino (2003, p. 17) discernent dans les *Principes* de Malthus une réelle sensibilité à l'importance de la consommation.

La deuxième approche apparaît, dans la littérature moderne, dans le cadre du débat permanent sur les rendements agricoles décroissants. Dans sa recension de quelque cent soixante livres et articles consacrés à Malthus et publiés après 1933, Waterman (1998, p. 314-315) a relevé les noms des partisans de cette thèse et ceux de ses adversaires, de Cannan et Schumpeter jusqu'à Hollander. Pour Wrigley, les économistes classiques pensaient que la quantité de terre est invariable et que l'agriculture est soumise aux rendements décroissants, et ils n'ont pas prêté attention à l'accroissement considérable de la production industrielle entraîné par la transformation de l'économie, qui, pour son approvisionnement en matières premières, délaissait les substances organiques au profit des matériaux d'origine minérale (1988, p. 34) ; mais Wrigley conclut qu'il doit y avoir une limite à l'expansion économique à long terme, parce que le stock de matières premières minérales sera épuisé un jour (p. 43). Malthus avait conscience de cette mutation, mais ce n'est pas par ce biais qu'il a développé le concept de limite. Collard, dans un article (2001, p. 704), remarque qu'il existe de nombreux facteurs susceptibles de suspendre les effets des rendements décroissants sur de longues périodes.

L'idée d'une économie en équilibre – la troisième approche – rejoint les modélisations modernes de la dynamique économique et de la croissance, comme celle d'Ehrlich et Lui (1997, p. 237), qui notent :

« ... la principale tendance observable dans la littérature est celle du développement progressif d'un paradigme dynamique global qui considère la population, la croissance et le développement comme déterminés de manière endogène et simultanée. »

Mais leur article, à l'inverse du nôtre, n'explicite pas les nombreux aspects de l'économie qui nécessitent cette détermination. On peut aussi trouver un parallèle à cette troisième approche dans la littérature consacrée à la nature des fluctuations dans un système économique, initialement évoquée par Malthus dans son *I<sup>er</sup> Essai* (1966 [1798], p. 29-31). Par exemple, Waterman, dans son analyse des fluctuations (1987), a modélisé les longs délais de réponse de la population et du stock de capital à la montée des prix au-dessus du niveau d'équilibre. Mais les travaux de ce genre n'envisagent pas en détail, comme l'a fait Malthus, les équilibres sectoriels nécessaires à la réalisation de l'équilibre global du système économique.

## La première approche : changer les comportements humains

La reproduction humaine résulte d'actes délibérés. Une personne sensée, qui comprend, comme Malthus, que l'accroissement irresponsable de la taille de la famille peut conduire à l'amenuisement du revenu et à la misère pure et simple, entend l'appel à la modération des comportements. Dans les écrits de Malthus, cet appel à davantage de moralité prend diverses formes, qui ont des aptitudes différentes à résoudre le problème démographique.

Dans l'ensemble de son œuvre, Malthus présente quatre modèles de comportement humain : le travailleur, le calculateur, le géniteur et le consommateur. Chacun a sa manière propre de résoudre le problème démographique.

### Le modèle du travailleur

Pour l'homme en tant que travailleur, le problème du manque de subsistances devrait pouvoir être surmonté en travaillant davantage. Dans le 1<sup>er</sup> *Essai*, Malthus décrit l'homme comme « indolent, paresseux et ennemi du travail » (p. 363-364), de sorte que le monde n'est peuplé que grâce au fait que la supériorité de la croissance de la population sur celle des subsistances pousse l'homme à cultiver la terre. Il détaille ainsi le mécanisme incitatif qui soutient la croissance de la production alimentaire :

« la nécessité de se nourrir pour se maintenir en vie suscite probablement une plus grande quantité d'effort qu'aucun autre besoin du corps ou de l'esprit. L'Être Suprême a prescrit que la terre ne produirait pas de grandes quantités de nourriture tant qu'on n'aurait pas consacré beaucoup de soins et d'ingéniosité à en travailler la surface... » (1966 [1798], p. 360).

« [Le principe de population] maintient toujours la population de la terre au niveau maximum permis par les moyens de subsistance, et il agit constamment sur l'homme comme un puissant stimulus, qui le pousse à davantage cultiver la terre et le met ainsi en mesure d'entretenir une population plus nombreuse. » (p. 363)

À deux reprises dans le 2<sup>e</sup> *Essai*, Malthus cite la dure sentence de saint Paul : « Celui qui ne travaille pas, qu'il ne mange pas non plus. » (1989a, II, p. 161-162). La population ne peut être nourrie que grâce au travail des hommes, et non par le biais de systèmes d'assistance comme les *Poor Laws*.

Alors, Malthus croyait-il que travailler davantage pouvait constituer la solution du problème démographique ? On peut en douter. Dans ses *Principes d'économie politique*, il se révèle parfaitement conscient qu'un arbitrage s'opère entre travail et loisir. Au lieu de désirer un accroissement de revenu, ce qui l'obligerait à travailler davantage, l'individu peut opter pour davantage de loisir. Il n'est donc pas certain que l'on aspire de plus en plus aux produits industriels de luxe, car on peut leur préférer l'oisiveté (1989b, I, p. 358). Malthus pensait également que le travail des ouvriers était trop écrasant et que l'on pouvait défendre l'idée d'une réduction partielle de la richesse nationale et de la population (1989b,

I, p. 473-474) ; mais, d'un autre côté, il ne croyait pas qu'on irait jusque-là, ne fût-ce que parce que ce serait une erreur d'obliger les gens à travailler moins, au mépris du fait que la seule chose qu'ils possèdent en propre est leur force de travail. Plus tard dans l'évolution de l'économie classique, J. S. Mill, au livre IV du chapitre VII de ses *Principes*, conteste, lui aussi, la poursuite de la croissance économique au prix d'un combat sans fin.

### Le modèle du calculateur

Le calculateur applique la raison à l'examen des conséquences de l'action de l'homme. Malthus anticipe l'école néoclassique quand il regarde la prise de décision économique comme un dosage de plaisir et de souffrance, sous les formes du bonheur et de la misère. Cette belle stratégie de résolution du problème démographique exige des présupposés héroïques : tous les hommes, et particulièrement ceux qui appartiennent à ce que Malthus appelle « les classes inférieures », sont censés être rationnels et prévoyants ; avantages et inconvénients doivent être manifestes et mesurables.

On peut objecter que l'agent économique rationnel, conscient de la pénurie de ressources dans l'ensemble de la population, recommanderait une redistribution des rares moyens de subsistance pour maximiser le bien-être. Mais Malthus estime qu'il ne serait pas très utile de changer l'attitude des riches pour les amener à secourir les affamés :

« Bien que les riches contribuent souvent, par des ententes déloyales, à prolonger les périodes de misère chez les pauvres, aucune forme de société ne pourrait prévenir l'action quasi permanente de la misère sur une grande partie de l'humanité. » (1966 [1798], p. 36)

La voie socialiste vers le mieux-être par la redistribution n'a aucune valeur pour Malthus. Son opposition aux systèmes égalitaires l'empêche de plaider pour des transferts de revenu des riches vers les pauvres.

Dans le *1<sup>er</sup> Essai*, il médite autour de l'idée que l'homme peut employer sa raison pour examiner les conséquences de la naissance d'un enfant dans un monde où les subsistances sont insuffisantes (1966 [1798], p. 27-28). Et il poursuit dans un style utilitariste :

« Éviter le mal et aspirer au bien semble être le principal devoir, la grande tâche de l'homme, et ce monde paraît tout spécialement fait pour offrir l'occasion de fournir les efforts les plus constants dans ce sens ; et c'est par ces efforts, par ces stimulants, que l'esprit est formé. » (p. 359-360)

Dans une lettre du 20 août 1798 (peu après la publication du *1<sup>er</sup> Essai*) adressée à son adversaire l'utopiste William Godwin, Malthus écrit :

« La prudence que vous présentez comme un frein à la croissance de la population implique l'anticipation des conséquences malheureuses de celle-ci ; et cette anticipation des inconvénients implique presque automatiquement le désir d'y échapper (p. vi)... Admettre la nécessité de la prudence pour éviter à la population d'être écrasée par la misère déplace la responsabilité

des institutions sociales vers les comportements individuels. Et il est certain que, même sous le pire des gouvernements, avec un tant soit peu de libre concurrence, la race des ouvriers pourrait, en s'abstenant du mariage, et par conséquent en réduisant son effectif, améliorer immédiatement sa condition... » (Bonar, 1926, p. vii-viii).

Il définit ainsi la moralité comme individualiste et concrétisée dans les choix relatifs au mariage.

En fin de compte, cette solution possible du problème démographique n'aboutit à rien, car Malthus se refuse à considérer la rationalité comme universelle. Dans les *Principes* (1989b, I, p. 250), par exemple, il doute que l'on puisse amener les classes inférieures à raisonner à partir du passé en direction de l'avenir.

### *Le modèle du géniteur*

La conception de l'être humain comme géniteur est largement absente du *1<sup>er</sup> Essai*, mais elle constitue un thème dominant du *2<sup>e</sup> Essai*. Malthus est limité dans ses propositions. Ne pouvant pas recommander les méthodes contemporaines de contraception, frustes et socialement inacceptables, il lui faut trouver un autre moyen de réduire le nombre d'enfants par couple marié. Dans le *1<sup>er</sup> Essai*, il effleure l'idée d'un contrôle de la fécondité quand il traite des réactions des hommes face à une pénurie de subsistances :

« Ces considérations sont bien faites pour détourner un grand nombre d'hommes, dans tous les pays civilisés, d'obéir au commandement de la nature en s'attachant de bonne heure à une femme, et elles y parviennent effectivement. » (1966 [1798], p. 28),

et il suggère que, dans la plupart des cas, cela conduirait au vice plutôt qu'au célibat chaste.

Dans le *2<sup>e</sup> Essai*, il élargit la notion de frein à la croissance démographique : celui-ci ne relève pas toujours du vice, il peut être vertueux sous la forme du retard du mariage (1989a, I, p. 18). Dans le dernier chapitre de cette deuxième édition et des suivantes, il écrit que cette restriction prudente à l'égard du mariage, fondée sur le désir d'améliorer son sort, a apporté un surcroît de bonheur en Europe (1989a II, p. 198). Dans une lettre à Nassau Senior, datée du 23 mars 1829, il affirme que ce résultat ne sera pas dû « à des efforts pour accroître la production alimentaire, mais à la contrainte morale qui réduira la misère et le vice continuellement engendrés par la tendance perpétuelle à la pression de la population sur les subsistances. » (Senior, 1829, p. 71). Dans l'appendice de la cinquième édition (parue en 1817), Malthus déclare carrément :

« J'ai toujours considéré la loi de la population comme particulièrement adaptée à un état de discipline et d'épreuve... chacun a le pouvoir d'éviter, à lui-même et à la société, les effets du principe de population en pratiquant la vertu... » (1989a, II, p. 250).

En termes quasi théologiques, Malthus considère l'espèce humaine comme un groupe d'individus qui sont tous à la poursuite de leur salut personnel, ce qui, traduit en termes matérialistes, signifie qu'ils font face au problème démographique.

Sans doute Malthus était-il intellectuellement convaincu que la contrainte morale était une réponse sérieuse à la question de la population, mais il ne croyait pas que ses rêves deviendraient réalité un jour. Dans le 2<sup>e</sup> *Essai*, il admet que le frein de la contrainte morale, « quelque espoir que l'on puisse mettre dans sa diffusion future, n'a certainement eu par le passé qu'un impact insignifiant » (1989a, I, p. 329-330). Plus loin dans la même édition (1989a, II, p. 99-100), il reconnaît que, pour les non-chrétiens, il est dur de retarder son mariage, mais les chrétiens acceptent cela comme un devoir. Ces remarques étaient l'idée que Malthus devait reconnaître le frein préventif comme un idéal, peu susceptible d'être appliqué par la majorité dans une société de plus en plus urbanisée et sécularisée.

### *Le modèle du consommateur*

En changeant son comportement, le consommateur a la possibilité d'amener les croissances respectives de la population et des subsistances à un équilibre. Ou il consacre son revenu à l'entretien de sa famille et doit réduire le nombre de personnes qui sont à sa charge, ou il accumule un excédent de revenu pour le consacrer à des dépenses de confort, voire de luxe. Malthus était parfaitement conscient du pouvoir d'attraction des biens de consommation et de leur influence sur les comportements humains, au point que le désir de posséder des biens non alimentaires pourrait freiner la croissance de la population et l'ajuster à l'évolution du volume des subsistances.

Modifier les comportements des consommateurs est une méthode beaucoup plus efficace que d'exhorter les pauvres à pratiquer la contrainte morale et à réduire la dimension de leur famille. Voir croître son revenu réel, ou au minimum ne plus souffrir de la faim, sont des éléments de motivation centraux dans les recommandations politiques de Malthus.

Ce qui devient crucial pour infléchir les comportements, c'est la nature des subsistances, plutôt que leur quantité. Paley avait déclaré avec force :

« Le type et la qualité auxquels sont habitués les gens du peuple dans chaque pays, en matière d'aliments, de boissons, de logement, de mobilier et d'habillement, doivent pouvoir être obtenus en toute certitude et facilité, avant que les mariages ne soient assez précoces et généralisés pour amener la croissance de la population à son juste niveau. » (Paley, 1785, p. 423)

On trouve un écho clair de Paley chez Malthus. Ils voient tous les deux un lien entre l'âge au mariage et la croissance démographique. Tous les deux reconnaissent que la contrainte morale n'est pas une solution autonome du problème démographique, en tant que celui-ci peut être réduit à un problème de subsistance. Un aspect embarrassant du principe de population de Malthus

apparaît ici : la population et les subsistances sont interdépendantes. La comparaison entre les deux progressions, celle de la population et celle des subsistances, perd de son intérêt et de sa pertinence si ces deux éléments ne sont pas indépendants l'un de l'autre.

À partir du 2<sup>e</sup> *Essai*, le rôle des freins, y compris la contrainte morale, peut être assumé par les subsistances au sens le plus large. Malthus note que ce qui pousse l'homme à travailler, c'est le désir de biens de subsistance raffinés : « la perspective d'un bon repas, d'une maison bien chauffée et d'une agréable soirée au coin du feu » (1989a, II, p. 90). Dans l'édition de 1806, il affirme que le manque de maisons habitables est un puissant obstacle au mariage (1989a, I, p. 363). Le 23 décembre 1822, dans une lettre au professeur genevois Pierre Prévost, traducteur de son œuvre en français, Malthus évoque l'effet indirect de la construction de logements sur la décision de se marier (Zinke, 1942, p. 184). Le logement, qui est un composant du concept de subsistance, devient ainsi un moteur de la contrainte morale, le frein indolore de la croissance démographique.

Si Malthus ne croit guère à une large diffusion de la contrainte morale, il accorde davantage de confiance, dans le 2<sup>e</sup> *Essai*, au changement de comportement des consommateurs :

« L'Angleterre possède de très grands atouts naturels et politiques..., par-dessus tout, dans une très large couche de la population, un goût marqué pour le confort et les agréments de la vie et un puissant désir d'améliorer son sort... » (1989a, II, p. 144-145),

et il estime qu'en Irlande, amener les membres de la classe ouvrière à une certaine ouverture d'esprit les conduira à aspirer au confort tout autant qu'à la simple survie :

« Nous devons nous réjouir d'entendre que le frein à la forte croissance actuelle de la population... a commencé à opérer à partir d'une diffusion du désir de confort et d'agréments avant d'être déclenché par le manque pur et simple de nourriture... » (1986 [1809], p. 62).

La subsistance n'est pratiquement plus une contrainte si la population peut en déterminer la nature.

Dans ses *Principes*, Malthus examine les deux effets alternatifs possibles d'une forte augmentation de revenu :

« dans un cas, celui d'un accroissement rapide de la population, les augmentations de salaire sont essentiellement dépensées pour faire vivre des familles plus grandes et plus nombreuses ; dans l'autre, celui d'une amélioration sensible du mode de vie et du niveau de confort, il n'y a pas d'accélération proportionnelle du taux de croissance [de la population]. » (1989b, I, p. 250)

Ainsi, l'examen de la première des trois approches du problème démographique et de sa solution montre que ce n'est pas dans le comportement humain en général que réside la solution, mais spécifiquement dans les préférences de consommation.

## La deuxième approche : agir sur le volume des subsistances

Dans tous les travaux des économistes classiques, le concept de subsistance est envisagé comme une notion complexe. Ricardo lui-même a dû le reconnaître : au chapitre V de ses *Principes*, il admet que ce concept varie dans le temps et dans l'espace. Pour Malthus, cet élément capital du principe de population est encore plus multiforme. Il faut à la fois disséquer le concept et démêler la relation entre subsistance et développement économique.

Au fur et à mesure que Malthus développe sa théorie démographique, son concept de subsistance se complexifie. Pour des raisons de changement de style ou de repositionnement théorique, il a utilisé plusieurs expressions différentes pour désigner cette contrainte. Quand on se penche sur ces différents termes, il est utile de se rappeler l'avertissement d'Adam Smith :

« S'appliquer à varier l'expression mène aussi, bien souvent, à un gouffre d'obscurité métaphorique. » (Smith, 1983, p. 8)

Au premier chapitre du *I<sup>er</sup> Essai*, Malthus écrit : « ...la nourriture est nécessaire à l'existence de l'homme » (1966 [1798], p. 11), mais il dit au deuxième chapitre : « ...la population ne peut croître sans moyens de subsistance... » (p. 37). Dans la suite de l'*Essai*, la population est associée à une multitude d'expressions en rapport avec la limitation de sa croissance : *la nourriture, le pouvoir qu'a la terre de produire la subsistance, la subsistance, les moyens de subsistance, les produits, les aliments, les moyens de vivre, les nécessités de la vie, les produits de la nature*. Les termes les plus fréquents sont, par ordre décroissant, *la nourriture, les produits, les moyens de subsistance, la subsistance* et *les vivres*. Dans le langage courant, ces concepts sont différenciés. Par exemple, le déplacement (un voyage) et le moyen de se déplacer (un navire) sont des choses bien différentes. Malthus est-il passé négligemment d'une expression à l'autre pour varier son style, ou a-t-il progressé d'une idée à une autre ? Il y a des éléments qui plaident clairement pour une distinction entre les inputs et les outputs de la production alimentaire. Les expressions *le pouvoir qu'a la terre de produire la subsistance, les moyens de subsistance, la fertilité du sol, les fonds nécessaires à l'entretien de la main-d'œuvre* et peut-être aussi *les apports* et *les ressources* semblent désigner des inputs. *La nourriture* et *les produits* désignent manifestement des outputs. Il est permis de penser que Malthus ne s'inquiétait guère de distinguer les subsistances des moyens de subsistance. Dans le *I<sup>er</sup> Essai*, il évoque vaguement « les moyens de subsistance disséminés sur un territoire très étendu » (1966 [1798], p. 39) – il est bien question ici d'output – et, plus loin, il présente la Chine comme « ...si peuplée, en regard de ses moyens de subsistance, que la production moyenne de ceux-ci n'est qu'à peine suffisante pour maintenir en vie ses habitants... » (p. 130-131) – c'est d'input qu'il s'agit là. Il n'est pas étonnant qu'un contemporain, Purves, ait jugé l'expression *les moyens de subsistance* « floue, vague, inadéquate » (1818, p. 104).

Dans une recherche portant sur divers pays, pour les besoins du 2<sup>e</sup> *Essai*, Malthus a été à même d'observer des différences en termes de subsistance de base. Dans certains pays tels que la Chine, l'Inde et les pays arabes, la subsistance consistait en une alimentation véritablement minimale. À l'autre extrême, dans le Sud de l'Angleterre et en Amérique, la nourriture était suffisamment abondante pour permettre un régime alimentaire riche, qui, en période de disette, pouvait être réduit pour éviter la famine. À propos de l'Irlande, Malthus impute le choix des aliments de base au sol, au climat, à la situation politique et aux périodes de prospérité et de malheur qui affectent le fonds des salaires (1986 [1808], p. 40).

Ce qui rend cette question encore plus complexe, c'est le fait que Malthus élargit la notion de subsistance aux « quantités de nourriture et de matériaux nécessaires pour se vêtir et se loger » (1989a, II, p. 30), comme l'avait fait son précurseur Wallace avec son vaste concept de biens indispensables : « la nourriture et le vêtement, une maison et quelques meubles sont nécessaires à chacun » (1753, p. 24). Malthus est conscient qu'il existe trois catégories de biens : les biens indispensables, les biens de confort (ou de commodité) et les biens de luxe. Il est intéressant d'observer que, quand la subsistance prend ces diverses formes, elle endosse des rôles différents. Elle peut avoir un effet stimulant quand elle se limite à la nourriture et au logement, mais elle peut constituer une contrainte dans le cas des biens superflus, auxquels on aspire avec tant de force qu'on réduit la dimension de sa famille pour les obtenir.

Edmonds note que la terminologie employée pour parler des contraintes qui freinent la croissance démographique varie selon le degré de développement. Cette remarque judicieuse souligne le fait que, au fur et à mesure de l'accroissement de la population, les subsistances développent une dynamique propre qui empêche pratiquement de déterminer si le problème démographique s'aggrave ou non. Aux premiers stades du développement économique, « la population a tendance à croître plus vite que les subsistances », mais aux stades plus avancés de la civilisation, « la population a tendance à croître plus vite que les ressources affectées à l'entretien de la force de travail » (Edmonds, 1832, p. 25). Il faut expliquer en détail ce qui se passe. Quand une économie progresse des stades les plus élémentaires aux stades les plus sophistiqués de la technologie, les produits et les modes de consommation évoluent. Le concept de subsistance se transforme : depuis les fruits de la nature jusqu'à un mélange de produits agricoles et industriels constituant les « ressources » qui entretiennent la main-d'œuvre.

### Les étapes du développement économique

Malthus a débuté sa carrière d'écrivain au XVIII<sup>e</sup> siècle, et il s'appuie sur la théorie, traditionnelle à l'époque, des étapes successives pour décrire le développement économique. Wallace (1753, p. 15) distingue trois stades de développement : le stade « primitif et barbare » (qui comprend la chasse, la

pêche et l'élevage), celui de l'agriculture et celui de l'industrie et du commerce. Pour Kames, la progression va des chasseurs aux éleveurs et aux agriculteurs (Home, 1776, p. 98-103). Smith, dans le cinquième livre de la *Richesse des nations*, l'étend à un quatrième stade, celui du commerce et de l'industrie (1976 [1776], p. 691-692). Plus près de Malthus, Condorcet (1795, p. 5-8) met plus de nuances dans sa description du progrès : le stade primitif, celui de la chasse, de la pêche et de la cueillette des fruits de la nature, suivi du stade pastoral, et finalement l'agriculture, avec un commencement d'industrie et de commerce. Quand la récolte est excédentaire par rapport à la simple subsistance, le surplus permet le développement des arts et la diversification des emplois (Condorcet, 1795, p. 43). Dans le *1<sup>er</sup> Essai*, Malthus utilise une version à quatre stades : la chasse sur de vastes territoires, les peuples de bergers, un mélange d'élevage et de labourage (qu'il appelle l'agriculture) et enfin l'industrie et le commerce (1966 [1798], p. 39, 44, 53, 55). Dans le *2<sup>e</sup> Essai* (1989a, I), il consacre vingt-cinq chapitres à l'examen de la population et des subsistances dans différents pays, en commençant par ceux qui sont au stade primitif, suivis par les pays d'élevage et enfin les pays agricoles ou industriels.

Ce schéma en étapes est important pour Malthus. Il s'y réfère souvent à travers toute son œuvre. Par exemple, à la fin de sa vie, dans une lettre adressée à Nassau Senior, il reconnaît :

« ... à tous les stades de l'évolution des sociétés, il y a eu des nations où, du fait de l'ignorance et du manque de prévoyance, les classes laborieuses vivaient misérablement, et où tant la population que les subsistances étaient quasi stationnaires bien avant que l'épuisement des ressources du sol ne fût à craindre. À propos de ces nations-là, on aurait pu prédire à coup sûr qu'il viendrait un moment, au cours du processus de civilisation et de progrès, où l'accroissement des subsistances serait plus rapide que celui de la population. » (Senior, 1829, p. 67)

Bien que la référence à cette théorie des étapes du développement revienne fréquemment sous la plume de Malthus, la littérature qui a été consacrée à son œuvre n'y accorde guère d'importance. C'est peut-être parce que, dans le *1<sup>er</sup> Essai*, il ne signale son recours à cette méthodologie que dans les titres des chapitres, principalement le chapitre III, et que les chapitres auront des titres différents dans les éditions suivantes.

Pendant les deux premières phases du développement, le stade primitif et le stade pastoral, les subsistances consistent en denrées alimentaires, sous la forme de légumes et de viande généralement à l'état naturel. Au troisième stade, le stade agricole, les aliments sont en partie fabriqués, en ce sens qu'il faut moulinier le grain et cuire la pâte pour produire du pain. Dans la *Richesse des nations*, Smith évoque ce qui semble être une société industrielle avant l'heure, avec quelques métiers élémentaires, quand il écrit que l'on reçoit notre nourriture de plusieurs fournisseurs différents : le boucher, le brasseur et le boulanger (1976 [1776], I, p. 27). Tous les éléments de ce menu tout simple nécessitent

un certain processus de fabrication. Au stade le plus avancé, les subsistances comprennent des denrées alimentaires et des produits non alimentaires, fabriqués à domicile ou à l'extérieur, et nécessitant beaucoup plus de travail.

Quand on utilise une approche par étapes pour analyser la théorie démographique de Malthus, il est indispensable de se demander s'il l'applique à un pays particulier ou à l'ensemble du monde. Peut-être une grande part de la complexité de la théorie malthusienne nous a-t-elle échappé parce qu'on n'a pas remarqué qu'il recourt à deux modèles. Aujourd'hui, nous savons que d'énormes surplus dans certains pays d'Amérique et d'Europe coexistent avec la famine dans d'autres régions du monde. Wallace (1753, p. 22) a envisagé une situation où le monde dans son ensemble pouvait perdre des habitants pendant qu'un pays particulier voyait croître sa population. Dans le *1<sup>er</sup> Essai*, Malthus examine la relation entre population et subsistances d'abord dans le cas d'une île ou d'une petite région, et ensuite dans le cas de la terre entière (1966 [1798], p. 35). Dans son article de l'*Encyclopaedia Britannica* (1986 [1824], p. 181), il parle de « la surface de la terre » et de « l'exploitation agricole et du peuplement de la totalité du globe ». Cependant, il appliquait généralement le principe de population à un seul pays à la fois. Il écrit dans le *2<sup>e</sup> Essai* : « Dans l'état actuel de chaque pays, le principe de population semble être toujours près de produire son plein effet... » (1989a, I, p. 362). Dans la version de 1817, il précise que le principe de population est confirmé par l'expérience « dans tous les temps et dans toutes les parties du monde » (1989a, I, p. 336). Et dans l'édition de 1826, il complète son allusion au « rapport entre l'accroissement naturel de la population et celui des subsistances » en ajoutant « dans un territoire limité » (1989a, I, p. 309, note 8). Dans les *Principes d'économie politique*, il dit faire confiance à sa théorie démographique parce qu'elle est confirmée « par l'état de la société tel qu'on peut l'observer dans tous les pays dont nous ayons connaissance » (1989b, I, p. 11).

Ayant abondamment appliqué sa théorie à des pays particuliers, Malthus peut examiner la question de savoir si elle est affectée par le degré de développement économique d'un pays. Cocks conclut par l'affirmative, estimant que Malthus avait plusieurs théories démographiques correspondant à divers types de sociétés : primitive, classique, agricole moderne et pré-industrielle (1986, p. 233). On peut se demander quelle forme auraient ces théories. On sait au moins que, d'une étape à l'autre du développement économique, les ressources nécessaires pour faire vivre la population changent.

### Les subsistances aux différents stades du développement

Au premier stade du développement, le *stade primitif* ou *stade de la chasse*, les animaux sont là pour être tués, les légumes et les fruits pour être cueillis, afin de servir de nourriture. De prime abord, il peut sembler difficile de croire que la croissance de la population soit plus rapide que celle des subsistances, puisque celles-ci proviennent des animaux et des plantes, dont la prolifération

est remarquable. Par exemple, les lapins, qui sont une nourriture acceptable pour les humains, ont une durée moyenne de gestation de 31 jours, contre 267 jours pour l'espèce humaine. Tout en concédant que des êtres vivants autres que l'homme puissent se multiplier à un taux élevé, Malthus reste quand même cramponné à son principe de population. Son disciple Charles Darwin a éludé le violent contraste entre la population humaine et les autres en affirmant que la croissance des règnes animal et végétal est elle aussi géométrique (Darwin, 1859, chap. III). Dans le *1<sup>er</sup> Essai*, Malthus reconnaît que la semence est abondante chez les animaux et les végétaux, mais leur croissance est limitée par « l'espace et la nourriture » (1966 [1798], p. 15). C'est donc une double contrainte que les subsistances font peser sur les populations humaines à ce stade, en ce sens que celles-ci sont soumises à la limitation de l'offre de produits de la nature, qui, à son tour, est soumise à la limitation de l'espace. La contrainte première est le manque de terres.

Au commencement de ses recherches sur la population, Malthus soulève *a priori* la question du manque de terres ; dans les éditions suivantes de l'*Essai*, il rassemble des données sur pratiquement tous les pays du monde connus de l'époque pour déterminer leur situation en matière de terres. Il constate qu'une région comme l'Arabie bénéficie d'une grande abondance de fruits spontanément produits par la nature (1989a, I, p. 92), tandis que bien d'autres sociétés primitives manquent presque totalement de subsistances. Dans le *1<sup>er</sup> Essai*, il souligne que, quand la chasse est le principal moyen de se procurer la subsistance, celle-ci est maigre car les animaux sont dispersés sur de vastes territoires (1966 [1798], p. 39). Dans le *2<sup>e</sup> Essai*, il présente de nombreux exemples de sociétés primitives confrontées à la rareté des ressources alimentaires. En Nouvelle-Zélande, où le poisson est une importante source de nourriture, l'approvisionnement en subsistances est inadéquat et insuffisant, car celles-ci ne sont disponibles que pour les populations des régions côtières, et à certaines époques seulement (1989a, I, p. 48). La Terre de Feu, la Terre de Van Diemen et les îles Andaman, où vivent des peuples sauvages, sont si pauvres en ressources alimentaires qu'une catastrophe naturelle les réduirait à néant (1989a, I, p. 29).

Mais est-ce bien le manque de terre, d'un point de vue purement quantitatif ou en termes qualitatifs, qui est en cause ici ? Le caractère invariable de la terre est-il au cœur du principe de population ? Les pays dont parle Malthus sont si divers que l'importance relative de la terre et des autres facteurs de production, en tant qu'inputs, varie énormément.

Le stade suivant est celui de l'élevage. Condorcet explique la transition de la chasse à l'élevage comme un effet de la capture d'animaux dociles pour les conserver en les nourrissant (1795, p. 29). Malthus parle à ce stade d'une « nation de pasteurs », qui tire profit du déplacement collectif des groupes familiaux en quête de nouveaux pâturages (1966 [1798], p. 46). La possession de bétail assurait une nourriture immédiatement disponible en plus grandes

quantités qu'au stade primitif, mais comme dans celui-ci, le manque de terres impliquait de fréquents déplacements pour chercher de nouveaux herbages. La population n'était jamais nombreuse, à cause de la faible productivité de la terre (1966 [1798], p. 50). La lutte pour conquérir espace et nourriture déclenchait des guerres et amenait probablement une réduction des ressources déjà maigres de ceux qui perdaient du territoire. Mais à ce stade de développement, on bénéficie d'une économie de main-d'œuvre, car élever du bétail évite de consacrer beaucoup de temps à courir, souvent en vain, derrière le gibier.

À côté des sociétés nomades, il peut y avoir des zones d'élevage, dans des pays comme la Norvège et la Suisse, où quelques cantons constituent des microcosmes reproduisant en miniature les vastes zones de nomadisme observées dans les grandes plaines. En Suisse,

« il n'y a pas de terres moins susceptibles d'être améliorées que les pâturages de montagne. On ne peut guère que les laisser à leur état naturel ; et une fois qu'on y a convenablement réparti le bétail, il n'y a pratiquement plus rien à faire. » (1989a, I, p. 225)

Malthus souligne ici que les diverses régions d'un pays peuvent être à des stades de développement différents, en sorte que la manière de surmonter le problème démographique dépend du stade de développement qui prédomine.

Les implications théoriques de l'analyse des premier et deuxième stades de développement sont semblables, car c'est toujours le manque de bonnes terres qui fondamentalement impose une limitation à l'accroissement de la population.

Le *stade agricole* est, pour la théorie de Malthus, le stade de développement le plus important, dans la mesure où elle repose essentiellement sur la décroissance des rendements. Selon Malthus, il existe une tendance intrinsèque dans l'activité agricole, qui empêche les subsistances de s'accroître à un rythme rapide.

Au contraire de la chasse et de l'élevage, l'agriculture est un mode de production ; il convient donc de chercher dans l'œuvre de Malthus les traces d'une fonction de production. Il opte pour un concept de fonds des salaires. Investir dans ce fonds rend possible l'emploi, et la main-d'œuvre ainsi employée produit les subsistances nécessaires à l'accroissement de la population. Dans le *I<sup>er</sup> Essai*, il se plaint que :

« ... on réclame l'accroissement de la population sans dégager les fonds nécessaires pour l'obtenir. Faites croître la demande de main-d'œuvre agricole en favorisant l'agriculture, faites par conséquent croître aussi la production du pays, améliorez la condition du paysan, et vous n'aurez aucune crainte à avoir quant à l'accroissement de population qui s'ensuivra. » (1966 [1798], p. 133)

et il définit clairement ce fonds : « le fonds destiné à l'entretien de la main-d'œuvre serait la quantité totale de denrées alimentaires détenues par les propriétaires

terriens au-delà de ce qui est nécessaire à leur propre consommation » (p. 205). Dans l'édition de 1817 de l'*Essai*, il affirme en termes concis : « le principal facteur régulateur de l'accroissement de la population est la demande effective de main-d'œuvre » (1989a, I, p. 346), et dans celle de 1826, il précise que la croissance démographique est déterminée par « la quantité et la valeur de la nourriture qui est allouée au travailleur, dans l'état actuel des choses, et le taux auquel ce fonds s'accroît » (1989a, II, p. 28, note 10).

On trouve un peu partout dans son œuvre des indices d'autres déterminants de la production agricole. Par exemple, dans le *1<sup>er</sup> Essai* :

« ... l'accroissement de la production de n'importe quel pays dépendra toujours très étroitement du sens du travail qui y règne et de la manière dont il est employé. Les connaissances et les habitudes des gens et d'autres facteurs propres à l'époque, en particulier le degré de liberté et d'égalité qui la caractérisent, auront toujours un rôle important dans l'éveil et la mise en œuvre de cet état d'esprit. » (1966 [1798], p. 123, note) ;

et dans le *2<sup>e</sup> Essai*, il écrit qu'en Amérique, l'activité productive qui résulte « du savoir-faire et du travail d'une nation ancienne fonctionne sur les terres vierges et fertiles d'un pays neuf » (1989a, I, p. 303). Dans les *Principes*, il mentionne « ... la fertilité du sol, le pouvoir qu'a l'homme de substituer des machines à la main-d'œuvre et les incitations à l'effort associées au régime de la propriété privée... » (1989a, I, p. 463), qui procurent même assez de subsistances pour nourrir une classe de rentiers. En ce qui concerne les terres médiocres, le plus grave problème réside pour lui dans « la difficulté, le coût et parfois l'impossibilité de leur apporter des amendements en quantité suffisante » (1989a, I, p. 443). Il y a aussi l'impact du choix que l'on fait de tel ou tel type de culture. Dans le *1<sup>er</sup> Essai*, Malthus déplore la réduction de production alimentaire qui résulte de l'affectation de certaines terres à la production de viande de qualité supérieure ou à l'élevage d'une multitude de chevaux pour le seul plaisir de leurs propriétaires (1966 [1798], p. 319).

Malgré l'existence de nombreux déterminants de la production agricole, c'est la nature des rendements qui a suscité le plus d'intérêt. La qualité du sol étant ce qu'elle est, Malthus estime qu'il est inconcevable que sa production puisse plus que doubler en vingt-cinq ans et quadrupler en cinquante, en dépit de toutes les mesures prises en faveur de l'agriculture (p. 531). Il ne fait aucun doute que, dans certains passages de ses travaux, Malthus affirme que l'agriculture est sujette aux rendements décroissants. Dans le *1<sup>er</sup> Essai*, il est très clair :

« Quand acre après acre on aura employé toutes les terres fertiles, l'accroissement annuel de la production de nourriture dépendra de l'amélioration des terres déjà exploitées ; et ce modeste apport ira lui-même en diminuant. » (1966 [1798], p. 107, note)

Eltis (1984, p. 107) observe que Malthus se démarque ainsi de tous ses prédécesseurs. Bien que la description du phénomène des rendements décroissants puisse être une innovation, l'existence d'un problème intrinsèque de

productivité dans l'agriculture avait déjà été relevée, par exemple, par Adam Smith, qui l'attribuait à l'absence de division du travail.

Le thème des rendements décroissants est également présent dans les autres œuvres de Malthus. Dans ses *Principes d'économie politique*, il note que :

« ... les quantités de travail et de capital nécessaires à la production de chaque nouvel accroissement donné au produit brut d'un pays riche et en progrès ont une tendance constante à augmenter. » (1989b, I, p. 197)

Et il insiste dans son article de l'*Encyclopaedia Britannica*, plus tardif :

« ... c'est justement avec cette capacité limitée et décroissante d'augmenter la production du sol que nous devons comparer la force naturelle d'accroissement de l'humanité. » (1986 [1824], p. 187)

Au vu de ces citations, il ne faut pas s'étonner que des commentateurs modernes du principe de population de Malthus aient mis les rendements décroissants au centre de l'explication de ses vues sur la population et les subsistances. Par exemple, Robbins (1967, p. 258), Lloyd (1969, p. 25), Eltis (1984, p. 107-108) et Waterman (1991, p. 255) ont induit des progressions géométrique et arithmétique une fonction globale de production incluant les rendements décroissants. Hollander traite longuement ce thème des rendements décroissants et suggère timidement l'idée que la productivité est décroissante à court terme, mais que les rendements peuvent devenir constants à la suite d'interventions telles que l'apport d'engrais (1997, p. 26).

Même si on admet que la production agricole est érodée par les rendements décroissants, la question de savoir dans quelle mesure cela affecte les subsistances en général reste entière. Les dépenses des consommateurs couvrent des besoins non alimentaires tels que l'habillement et le logement, ainsi que des éléments d'agrément ou de luxe, qui sont essentiellement des produits manufacturés. Les produits alimentaires eux-mêmes résultent en grande partie d'un processus de fabrication : c'est le pain, et non les grains de blé, que l'on mange.

Il y a enfin *le stade du commerce et de l'industrie*. Dans le 2<sup>e</sup> *Essai*, Malthus écrit simplement : « Cependamment, nous sommes désormais passés du régime agricole à un stade nettement dominé par le système commercial... » (1989a, I, p. 400). Le principal avantage de ce régime, c'est que l'industrie bénéficie de rendements croissants. Comme l'explique Young dans un article célèbre :

« ... l'assurance des rendements croissants dépend de l'application progressive de la division du travail, et les principales économies procurées par la division du travail, dans ses formes modernes, sont celles qui résultent de l'utilisation de la main-d'œuvre par des voies détournées ou indirectes. » (1928, p. 539)

Smith, dans la *Richesse des nations*, estime que la division du travail est applicable à l'industrie mais pas à l'agriculture ; par conséquent, celle-ci subit des rendements décroissants, ou, au mieux, constants :

« Combien de métiers différents sont sollicités dans chaque branche des industries du lin et de la laine, depuis les producteurs de lin et de laine jusqu'aux blanchisseuses et aux repasseuses de toile, aux teinturiers et aux tailleurs ! Mais l'agriculture, par nature, ne permet pas un tel degré de division du travail, ni une séparation des divers métiers comme dans l'industrie. On ne peut séparer clairement le métier d'herbager de celui de cultivateur comme on le fait couramment pour le charpentier et le forgeron... C'est peut-être à cause de cette impossibilité d'établir une distinction claire et nette des divers types de main-d'œuvre employés dans l'agriculture, que la productivité du travail ne progresse pas toujours à la même allure dans ce secteur que dans l'industrie. » (1976 [1776], p. 15-16)

Malthus lui aussi, dans ses *Principes d'économie politique*, souligne fortement ce contraste :

« Les coûts des produits industriels, ou les quantités de travail et de capital nécessaires pour en produire une quantité donnée, ont une tendance constante à la diminution, tandis que les quantités de travail et de capital nécessaires à la production de chaque nouvel accroissement donné au produit brut d'un pays riche et en progrès ont une tendance constante à augmenter... » (1989b, I, p. 197),

ce qui montre bien que l'industrie était considérée comme un exemple de secteur à rendements croissants. Il y a une certaine habileté à associer les rendements croissants au stade final du développement économique et regarder l'agriculture, le stade antérieur, comme étant au cœur du problème démographique. Mais les rendements croissants n'apparaissent-ils qu'au quatrième stade du développement économique ? Edmonds a observé la pratique de la division du travail à un stade aussi ancien et primitif que celui de la chasse, où « l'un fabrique les arcs et les flèches, un autre chasse, un autre cuisine la nourriture et un quatrième confectionne des vêtements » (1832, p. 29). Everett va dans le même sens : « ... Je tiens pour certain qu'un accroissement de population dans un territoire déterminé entraîne naturellement et nécessairement une division du travail et il en résulte un progrès du savoir-faire » (1826, p. 28), ce qui rejoint un argument central de Smith, pour qui la division du travail nécessite un vaste marché, qui sera engendré par la croissance de la population elle-même. Ogilvy (1891, p. 292-293) juge erroné de limiter la description du processus de production des subsistances à la seule exploitation du sol, car la fabrication du pain, par exemple, requiert toute une série d'actes effectués par une foule d'individus, entre autres le bûcheron et le mineur qui ont fabriqué les outils agricoles, et même le juge et le policier qui assurent la tranquillité sociale nécessaire à l'activité productive. Cela signifie que l'effet des rendements décroissants est assez limité et que Smith se trompait quand il disait que la division du travail n'existait pas au stade de l'agriculture. Dès les stades les plus primitifs du développement des sociétés, les rendements croissants commencent à produire leurs puissants effets.

Cette quatrième étape n'est pas caractérisée par une augmentation de la production intérieure de produits agricoles de base ou de denrées alimentaires dans toute leur diversité, mais par une augmentation des ressources, ce qui signifie que « les habitants d'une nation industrielle disposent d'une plus grande quantité de subsistances que ne pourrait leur en procurer leur propre territoire dans l'état actuel de son agriculture » (1989b, I, p. 406). On peut alors utiliser le concept de subsistances au sens large de ressources, plutôt qu'au sens de nourriture ou de provisions alimentaires. Pour Malthus, les implications de l'accession d'une économie à ce stade du commerce et de l'industrie sont considérables. Il en résulte la possibilité de s'affranchir des effets des rendements décroissants dans l'agriculture et d'oublier le problème crucial de la lenteur de l'accroissement des subsistances face à celui de la population. Comme l'a écrit Spengler,

« Il [Malthus] a découvert, dans cette industrialisation ... et dans le développement corrélatif ... des emplois 'tertiaires', le moyen de créer une demande forte et croissante de main-d'œuvre et, par conséquent, une demande de population. » (1945, p. 264)

### **La troisième approche : transformer la structure de l'économie de manière à éluder les problèmes démographiques**

Un problème économique, dans un certain domaine de l'économie nationale, n'est pas un problème isolé, car la production d'un secteur, alimentaire ou autre, nécessite la collaboration des autres secteurs. Les problèmes démographiques doivent donc être envisagés dans un contexte large, même si l'économie nationale peut être soit spécialisée, soit diversifiée.

#### *L'économie spécialisée*

Un pays industriel sans grande production agricole peut nourrir sa population en important des denrées alimentaires brutes. Grâce à la spécialisation de son économie, il peut se procurer des subsistances en quantités suffisantes pour une population en expansion. Comme l'a écrit Wallace,

« telle est la force de l'industrie et du commerce que, grâce à eux, un pays peut faire vivre beaucoup plus d'habitants que ne le permettrait la production de son propre sol, car il peut faire venir de loin les produits dont il a besoin. » (1753, p. 18)

Malthus lui-même aborde le thème de l'importation de denrées alimentaires dans l'édition de 1817 de *l'Essai*. Un pays qui excelle dans le commerce et l'industrie pourrait acheter à l'étranger les subsistances qui lui sont nécessaires « pendant des siècles et des siècles » (Malthus, 1989a, II, p. 32). Quand il examine le cas de la Suisse, il reconnaît l'importance de l'activité industrielle d'une région pour son approvisionnement alimentaire :

« Dans certains des plus petits cantons, on a introduit des industries qui, en offrant un plus grand nombre d'emplois et en même temps une plus grande

quantité de produits d'exportation à échanger contre du blé, ont, évidemment, permis une augmentation considérable de la population. » (Malthus, 1989a, II, p. 243)

Dans ses *Principes*, il est prêt à envisager le cas d'un pays commerçant et industriel qui achète tout son blé à l'étranger (1989b, I, p. 234). Mais en considérant cette possibilité pour une société avancée, il soulève deux problèmes : est-il sage de dépendre des producteurs de nourriture étrangers, et peut-on se fier à l'industrie ?

Dès le *I<sup>er</sup> Essai*, Malthus exprime un certain mépris pour le commerce. Exerçant une profession libérale, il regardait évidemment les commerçants comme socialement inférieurs, mais sa critique du commerce allait plus loin. Avoir traversé une période de guerre avait renforcé ses attitudes d'insulaire et sa foi dans l'autosuffisance. Il passa sa vie adulte loin des ports et de l'agitation des grandes villes commerçantes, dans le Surrey, à Cambridge, à Hertford et à Bath. Ce qu'il vit là n'excita pas son imagination, contrairement à Adam Smith, qui connaissait bien les commerçants de Glasgow et apprit beaucoup d'eux. Habitué aux secousses commerciales qu'une économie nationale peut subir, comme les blocus décrétés pendant et après les guerres de la Révolution française et celles de Napoléon, il se méfiait des économies ouvertes. Pour lui, la sécurité de l'approvisionnement alimentaire était vitale. Dans un passage, il se demande s'il est sage, pour un pays comme l'Angleterre, de dépendre largement des importations de denrées alimentaires :

« On pourrait aussi dire que l'accroissement du capital de la nation doit lui permettre d'importer des vivres en quantité suffisante pour nourrir ceux que ce capital peut mettre au travail. Un petit pays doté d'une marine puissante et très bien équipé en voies de communication intérieures, comme la Hollande, peut effectivement importer et distribuer des vivres en quantité suffisante, mais le prix des vivres doit être très élevé pour que cette importation et cette distribution soient praticables dans de grands pays en position moins avantageuse à cet égard. » (1966 [1798], p. 311)

Ainsi, dans le *I<sup>er</sup> Essai*, Malthus prévient que les grands pays comme l'Angleterre doivent continuer à produire eux-mêmes la plus grande partie de leur nourriture. Dans la deuxième édition, il analyse ce type de politique en examinant le cas de son adoption par d'autres grandes nations comme la France, l'Allemagne et la Prusse, et en demandant où ils se procureraient leur nourriture si l'industrie devenait leur principale activité (1989a, I, p. 403). Dans ses *Principes*, il s'inquiète de savoir si l'exportation de produits manufacturés propres à un pays, tels que les articles à base de coton, suffirait à financer l'importation de quantités accrues de vivres (Malthus, 1989b, I, p. 236). Dans *The Corn Laws* (1986 [1814]), il met en cause le libre commerce du blé en invoquant l'instabilité de l'offre, les fluctuations de la production industrielle et le fait que la croissance démographique pourrait être stimulée par le bas prix des céréales (p. 100-104).

À travers toute son œuvre, Malthus exprime également des doutes quant à la fiabilité de l'industrie. L'un des premiers auteurs à traiter des cycles économiques, il était clairement conscient du caractère cyclique de l'activité industrielle. Dans le *1<sup>er</sup> Essai*, par exemple, il observe que « les caprices de la mode » peuvent y provoquer des fiascos (1966 [1798], p. 320). Dans l'édition de 1806, il ajoute une note qui fait allusion aux « variations occasionnelles qui entraînent souvent les plus graves angoisses parmi les industriels » (1989a, I, p. 388). On lui a même attribué des affinités avec la physiocratie, quand il refusait de reconnaître que l'industrie était aussi productive que l'agriculture, surtout dans le *2<sup>e</sup> Essai*, où il prétend que l'industrie ne dégage pas de produit net (Semmel, 1965, p. 525). Dans le *1<sup>er</sup> Essai*, il estime que l'activité industrielle peut être profitable pour l'individu, mais pas pour l'ensemble de la société, car détourner des ressources de l'agriculture ne peut que réduire l'offre de nourriture (1966 [1798], p. 333). De plus, les salaires élevés de l'industrie attirent les travailleurs, provoquant un manque de main-d'œuvre dans l'agriculture et une diminution des surfaces cultivées (1966 [1798], p. 337). Mais cet optimisme est très mitigé tant Malthus nourrit de craintes (Malthus, 1989a, II, p. 32-36). La concurrence étrangère pourrait faire baisser les prix à l'exportation ; les pays agricoles étrangers pourraient créer leurs propres industries et anéantir les marchés britanniques.

### *L'économie diversifiée et équilibrée*

En fin de compte, il semble que Malthus préconise une économie diversifiée et équilibrée. Il y a dans son œuvre de nombreuses références à la notion d'« équilibre », « souvent formulée en termes de 'proportions' » (Pullen, [1982] 1986, p. 431 ; Hollander, 1997, p. 982). Dans ses *Principes d'économie politique*, il traite de plusieurs types d'équilibre. D'autres auteurs avant lui avaient utilisé le concept d'équilibre. Steuart l'emploie à plusieurs reprises pour présenter la balance des paiements et celles du commerce, de la richesse et du travail (1998 [1767], IV, p. 332-333). Malthus considère d'abord les équilibres dans le contexte du principe de population, puis il ajoute d'autres notions d'équilibre ou de proportions pour aboutir à la description globale d'une économie en équilibre.

Dès la première édition, il précise qu'on n'atteint le bien-être économique qu'en suivant une trajectoire équilibrée :

« Le bonheur d'un pays ne dépend pas entièrement de sa pauvreté ou de sa richesse, de la jeunesse ou de la vieillesse de sa population, de sa plus ou moins grande densité de peuplement, mais de la rapidité avec laquelle elle progresse et de la mesure dans laquelle l'augmentation annuelle de la production de nourriture répond à l'augmentation annuelle d'une population dont la progression n'est pas freinée. » (1966 [1798], p. 137)

Dans le *2<sup>e</sup> Essai*, il affirme carrément que sa thèse « repose entièrement sur la différence entre les rythmes de croissance de la population et de la production alimentaire » (1989a, I, p. 445). Un problème démographique surgit

donc quand il y a un déséquilibre entre ces deux taux d'accroissement. Tout ce que Malthus a écrit sur les questions démographiques porte sur la manière de quitter la voie qui mène au déséquilibre. Dans le 1<sup>er</sup> *Essai*, il écrit :

« De par cette loi de notre nature qui fait que la nourriture est nécessaire à la vie de l'homme, les effets de ces deux forces inégales doivent être maintenus en équilibre » (1966 [1798], p. 14),

en suggérant que le mécanisme égalisateur est la misère, la faim, qui aggravera la mortalité et ainsi réduira le taux d'accroissement naturel :

« le pouvoir multiplicateur de la population, le plus fort des deux, ne peut être freiné sans l'intervention de la misère ou du vice » (p. 37),

et dans le 2<sup>e</sup> *Essai*, il ajoute le frein de la contrainte morale à ceux de la misère et du vice.

L'autre solution qu'il suggère dans cette deuxième édition consiste à fonder l'équilibre démographique sur les équilibres structurels de l'économie. Il fait ainsi écho à Condorcet, qui évoquait « les lois de l'équilibre qui a continuellement tendance à s'installer entre les besoins et les ressources des hommes » (1795, p. 235).

Le besoin de mécanismes d'équilibrage étant ainsi affirmé, Malthus présente l'éventail des équilibres requis, en commençant par l'équilibre du secteur agricole :

« La terre anglaise ne produit pas grand-chose sans apport d'engrais, et c'est, semble-il, le bétail qui produit le type de fumier qui convient le mieux à la terre » (1966 [1798], p. 187).

Il faut un équilibre entre cultures et élevage. Après avoir traité de cet équilibre interne au secteur, Malthus examine la relation intersectorielle entre l'agriculture et l'industrie. Il n'est pas le premier à parler d'équilibre intersectoriel. Montesquieu fut un pionnier de la doctrine de la complémentarité entre agriculture et industrie :

« ... si on néglige les arts et s'en tient uniquement à l'agriculture, le pays ne peut pas être peuplé. Quand ceux qui cultivent ou font cultiver la terre ont un excédent de fruits, rien ne les oblige à travailler l'année suivante... il faut établir les arts pour que les fruits soient consommés par les laboureurs et les artisans. » (1989 [1748], p. 436)

En déployant ses vues au fil des éditions successives de l'*Essai*, Malthus a développé ce thème. Dans le 1<sup>er</sup> *Essai*, il affirme qu'il n'y aura pas d'amélioration de la condition matérielle des ouvriers sans qu'un supplément de capital ne soit injecté à la fois dans l'agriculture et dans l'industrie (1966 [1798], p. 307-309). Dans l'édition de 1817, il plaide pour un équilibre intersectoriel fondé sur le concept d'incitation :

« Si, dans les pays les mieux cultivés et les plus peuplés de l'Europe, on avait réparti les exploitations agricoles comme elles le sont aujourd'hui sans intro-

duire ensuite le commerce et les industries, la population aurait depuis longtemps cessé de croître à cause de l'absence totale d'incitation à intensifier l'agriculture, et donc du manque de demande de main-d'œuvre qui s'ensuivrait... » (Malthus, 1989a, I, p. 102, note 16).

Dans un chapitre qu'il a réécrit pour cette édition, il détaille les mérites d'une économie où agriculture et industrie se combinent. Ce sont, entre autres, l'abandon du féodalisme par l'introduction de l'industrie, en sorte que les gens soient incités à épargner et investir, et capables de le faire, et le maintien d'une agriculture suffisante pour se prémunir contre la baisse des importations de denrées alimentaires, la détérioration des termes de l'échange pour les produits industriels d'exportation et le déclin de la prospérité des pays acheteurs. Ainsi, les deux secteurs interagiraient de manière avantageuse (1989a, I, p. 40-42).

Malthus poursuit en expliquant qu'une telle économie pourrait résister à l'effondrement des grands marchés étrangers, qui paralyserait une économie spécialisée dans l'industrie. Ce système économiquement plus sûr aurait un avenir radieux :

« J'imagine aisément que ce pays, avec une bonne gestion de son industrie, pourrait, dans l'espace de quelques siècles, abriter deux ou trois fois sa population actuelle, et cependant chaque habitant du royaume serait bien mieux nourri et vêtu qu'aujourd'hui. Si les ressorts de l'énergie humaine gardent leur vigueur et si une part suffisante de cette énergie est orientée vers l'agriculture, nous n'avons nullement à craindre de manquer de population... » (Malthus, 1989a, II, p. 111).

### *Le système comptable de Malthus*

Malthus a de plus en plus considéré le problème démographique dans le contexte de l'économie globale. C'est là sa grande innovation. Winch en a fait la remarque (1987, p. 55). Eltis (1984, p. 137) fait une brève allusion au plaidoyer de Malthus pour une croissance équilibrée et est tout à fait conscient que Malthus réfléchit en termes de série d'équilibres pour expliquer le processus de la croissance économique (p. 323). Dans les *Principes d'économie politique*, c'est l'équilibre entre la consommation et la production que Malthus considère comme l'équilibre de base. C'est un transfert au système macroéconomique général de l'équilibre entre population et subsistances, car Malthus considère les individus d'abord comme des consommateurs.

Soulignant sur un ton approbateur l'importance capitale de « l'équilibre de la consommation et de la production d'une année » postulé par Adam Smith pour évaluer l'état d'une nation, Malthus relie ce concept au problème démographique :

« Si, durant certaines périodes, la production d'un pays excède sa consommation, il aura les moyens d'accroître son capital, sa population ne tardera pas à augmenter, ou bien elle vivra mieux – probablement les deux. Si, pendant ces périodes, la consommation est parfaitement égale à la production, aucune augmentation du capital ne sera possible et la société sera dans un

état presque stationnaire. Et si la consommation excède la production, la société sera, de période en période, toujours plus mal lotie, sa prospérité et sa population seront évidemment en déclin. » (1989b, I, p. 34)

En plus de cet équilibre de base entre la consommation et la production, d'autres équilibres économiques sont nécessaires entre :

- l'exploitation de la force de travail et les quantités désirées de biens de confort et de luxe (1989b, I, p. 406) ;
- la distribution des biens produits et des besoins (p. 414) ;
- l'épargne et l'augmentation des revenus (p. 421) ;
- les petits propriétaires et les grands propriétaires (p. 432) ;
- les classes productives et les classes improductives (p. 464) ;
- la demande et l'offre dans l'ensemble de l'économie (p. 466) ;
- l'épargne et la demande de production (p. 468) ;
- le capital et la population (p. 490) ;
- l'épargne et les investissements rentables (p. 497).

Cependant, cette analyse n'a pas conduit Malthus à préconiser des règles rigoureuses de gestion de l'économie. Dans le 2<sup>e</sup> *Essai*, il tourne en ridicule l'idée que les juges locaux ou le parlement puissent assurer l'équilibre de l'économie

« ... quand la demande de subsistances surpasse l'offre, en promulguant un édit spécial pour rendre d'un coup l'offre égale ou supérieure à la demande » (1989a, I, p. 356).

Dans ses *Principes*, ce sont les puissantes forces du marché qui réalisent les équilibres qu'il appelle de ses vœux :

« ... même dans les domaines les plus hasardeux de la science, même dans ceux qui concernent les proportions relatives de la production et de la consommation, nous ne manquons pas de guides ; et si nous suivons les grandes lois de l'offre et de la demande, elles nous conduiront généralement dans la bonne direction. » (1989b, I, p. 515-516)

## Conclusion

À peine Malthus a-t-il identifié le déséquilibre entre la croissance de la population et celle des subsistances qu'il tente de résoudre le problème, soit en modifiant les comportements des hommes de manière à ralentir la croissance démographique, soit en agissant sur la quantité de subsistances. Des solutions économiques plus globales peuvent aussi être suggérées pour supprimer le déséquilibre au cœur même du système économique.

Malthus distingue quatre fonctions de l'homme à prendre en considération : le travailleur, le calculateur, le géniteur et le consommateur. La modification

des comportements relevant de chacun de ces rôles peut avoir un certain impact sur la croissance de la population, mais pas suffisant pour résoudre le problème. Malthus reste finalement sceptique face aux quatre solutions, sauf peut-être en ce qui concerne le comportement du consommateur.

À propos des subsistances, il décrit les divers types de subsistances dans le contexte du processus de développement économique. Les revenus réels croissent au fur et à mesure que l'économie nationale progresse depuis l'état primitif jusqu'au stade avancé du commerce et de l'industrie. Avec des revenus accrus, la population peut améliorer son approvisionnement en passant des simples aliments de base nécessaires pour survivre à un assortiment complexe de denrées de première nécessité, d'éléments de confort et d'articles de luxe. Le progrès économique signifie également que les subsistances sont produites de manière plus efficace dans un contexte de rendements croissants. Cela incite à penser que le problème de la lenteur relative de la croissance des subsistances face à celle de la population d'un pays serait résolu par l'industrialisation. Mais spécialiser à ce point l'économie ferait surgir de nouveaux problèmes qui la fragiliseraient d'une autre manière. Trop miser sur l'industrie et sur le commerce serait une voie risquée.

Pour renforcer son argumentation, Malthus avance une raison fondamentale à l'encontre d'une confiance excessive dans l'industrialisation comme solution du problème démographique d'un pays particulier. Il avait toujours formulé le principe de population comme la tendance d'un pays à souffrir d'un déséquilibre structurel intrinsèque entre consommation et production, entre une population de consommateurs et un groupe de producteurs qui exploitent les facteurs de production qu'ils ont sous la main. Pour éviter un tel déséquilibre, il n'y avait pas d'autre solution qu'une économie globalement équilibrée. Ce qui est remarquable dans la forme à laquelle aboutit la pensée de Malthus dans ses *Principes d'économie politique*, c'est son recours implicite à la notion de comptabilité nationale. Le seul équilibre entre la consommation et la production au niveau agrégé ne serait pas suffisant : il faut aussi des rapports d'équilibre entre les divers secteurs et les différentes activités à travers l'ensemble de l'économie nationale. Ce faisant, Malthus préconise une solution qui, si elle est la meilleure pour un seul pays, est difficile à soutenir sur le long terme et ne recommande pas une spécialisation dans l'industrie et le commerce, qui a duré pendant des siècles.



## RÉFÉRENCES

- BONAR James**, 1926, « Notes on Malthus's First Essay », in *Malthus* (1966 [1798]).
- COCKS Edmund**, 1986, « Malthus on population in a war-based industrial economy », in Michael Turner (éd.), *Malthus and his Time*, Basingstoke, Hampshire, Macmillan.
- COLLARD David**, 2001, « Malthus, population, and the generational bargain », *History of Political Economy*, vol. 33, n° 4, p. 697-716.
- CONDORCET Jean de Caritat, marquis de**, 1795, *Outlines of an Historical View of the Progress of the Human Mind. Translated from the French*, Londres, J. Johnson, 372 p.
- DARWIN Charles**, 1859, *The Origin of Species by Means of Natural Selection*, Londres, John Murray, 460 p.
- EDMONDS Thomas Rowe**, 1832, *An Inquiry into the Principles of Population Exhibiting a System of Regulations for the Poor. Designed Immediately to Lessen, and Finally to Remove, the Evils Which Have Hitherto Pressed upon the Labouring Classes of Society*, Londres, James Duncan, 336 p.
- EHRlich Isaac, LUI Francis**, 1997, « The problem of population and growth: A review of the literature from Malthus to contemporary models of endogenous population and endogenous growth », *Journal of Economic Dynamics and Control*, vol. 21, n° 1, p. 205-242.
- ELTIS Walter**, 1984, *The Classical Theory of Economic Growth*, Londres et Basingstoke, Macmillan Press, 372 p.
- EVERETT Alexander Hill**, 1826, *New Ideas on Population: with Remarks on the Theories of Malthus and Godwin*, Boston, Cummings, Hilliard and Compay, 2<sup>e</sup> édition.
- FIASCHI Davide, SIGNORINO Rodolfo**, 2003, « Consumption patterns, development and growth: Adam Smith, David Ricardo and Thomas Robert Malthus », *European Journal of the History of Economic Thought*, vol. 10, n° 1, p. 5-24.
- HOLLANDER Samuel**, 1997, *The Economics of Thomas Robert Malthus*, Toronto, University of Toronto Press, 1 053 p.
- HOME Henry, Lord Kames**, 1774, *Sketches of the History of Man in Two Volumes*, Edimbourg, 1 026 p.
- HOME Henry, Lord Kames**, 1776, *Historical Law Tracts*, Edimbourg, 471 p.
- LLOYD Peter J.**, 1969, « Elementary geometric/arithmetical series and early production theory », *Journal of Political Economy*, vol. 77, n° 1, p. 21-34.
- MALTHUS Thomas Robert**, 1966 [1798], *First Essay on Population 1798*, Londres, Macmillan, 396 p.
- MALTHUS Thomas Robert**, 1986 [1808], *On the State of Ireland [1]*, in Wrigley et Souden (1986), vol. 4, p. 23-43.
- MALTHUS Thomas Robert**, 1986 [1809], *On the State of Ireland [2]*, in Wrigley et Souden (1986), vol. 4, p. 47-67.
- MALTHUS Thomas Robert**, 1986 [1814], *Observations on the Effects of the Corn Laws and of a Rise or Fall in the Price of Corn on the Agriculture and General Wealth of the Country*, in Wrigley et Souden (1986), vol. 7, p. 85-109.
- MALTHUS Thomas Robert**, 1986 [1824], « Population », extrait du *Supplement to the 4<sup>th</sup>, 5<sup>th</sup> and 6<sup>th</sup> editions of the Encyclopaedia Britannica*, in Wrigley et Souden (1986), vol. 4, p. 179-243.

- MALTHUS Thomas Robert**, 1989a, *An Essay on the Principle of Population. The version published in 1803, with the variora of 1806, 1807, 1817 and 1826*, éd. par Phyllis James, Cambridge, Cambridge University Press, 2 vol., 843 p.
- MALTHUS Thomas Robert**, 1989b, *Principles of Political Economy. Variorum Edition*, éd. par John Pullen, Cambridge, Cambridge University Press, 2 vol., 1 108 p.
- MILL John Stuart**, 1917 [1865], *Principles of Political Economy with Some of Their Applications to Social Philosophy*, éd. par W. J. Ashley, Londres, Longmans, Green and Co., 1 013 p.
- MONTESQUIEU Charles de Secondat, baron de**, 1989 [1748], *The Spirit of the Laws*, trad. et éd. par A. M. Cohler, B. C. Miller et H. S. Stone, Cambridge, Cambridge University Press, 757 p.
- OGILVY Arthur J.**, 1891, « The Malthusian doctrine », *Westminster Review*, n° 136, p. 289-297.
- PALEY William**, 1785, *The Principles of Moral and Political Philosophy*, Londres, R. Faulder, 657 p.
- PULLEN John**, [1982], « Malthus on the doctrine of proportions and the concept of the optimum », in Cunningham Wood John (éd.), 1986, *Thomas Robert Malthus : Critical Assessments*, London, Croom Helm.
- PURVES George**, 1818, *Gray versus Malthus. The Principles of Population and Production Investigated*, Londres, Longman, Hurst, Rees, Orme and Brown, 496 p.
- RICARDO David**, 1821, *On the Principles of Political Economy and Taxation*, 3<sup>e</sup> éd., Londres, John Murray, 538 p.
- ROBBINS Lionel**, 1967, « Malthus as an economist », *Economic Journal*, vol. 77, n° 2, p. 256-261.
- SEMMEL Bernard**, 1965, « Malthus, physiocracy and the commercial system », *Economic History Review*, vol. 17, n° 3, p. 522-535.
- SENIOR Nassau William**, 1829, *Two Lectures on Population, Delivered Before the University of Oxford in Easter Term 1826 to Which Is Added a Correspondence Between the Author and the Rev. T.R. Malthus*, Londres, Saunders and Otley, 90 p.
- SMITH Adam**, 1976 [1776], *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, éd. par R. H. Campbell et A. S. Skinner, Oxford, Clarendon Press, 1 080 p.
- SMITH Adam**, 1983, *Lectures on Rhetoric and Belles Lettres*, éd. par J. C. Bryce, Oxford, Clarendon Press, 243 p.
- SPENGLER Joseph J.**, 1945, « Malthus's total population theory: A restatement and reappraisal », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 11, n° 2, p. 234-264.
- STEUART Sir James**, 1998 [1767], *An Inquiry into the Principles of Political Oeconomy*, éd. par A. S. Skinner, N. Kobayashi et H. Mizuta, Londres, Pickering and Chatto, 4 vol., 1 560 p.
- WALLACE Robert**, 1753, *A Dissertation on the Numbers of Mankind in Ancient and Modern Times in Which the Superior Populousness of Antiquity Is Maintained*, Edimbourg, G. Hamilton and J. Balfour, 331 p.
- WATERMAN Anthony Michael C.**, 1987, « On the Malthusian theory of long swings », *The Canadian Journal of Economics*, vol. 20, n° 2, p. 257-270.
- WATERMAN Anthony Michael C.**, 1991, *Revolution, Economics and Religion*, Cambridge, Cambridge University Press, 310 p.
- WATERMAN Anthony Michael C.**, 1998, « Reappraisal of "Malthus the Economist" 1933-1997 », *History of Political Economy*, vol. 30, n° 2, p. 293-334.
- WINCH Donald**, 1987, *Malthus*, Oxford, Oxford University Press, 117 p.

- WINCH Donald, 1996, *Riches and Poverty. An Intellectual History of Political Economy in Britain, 1750-1834*, Cambridge, Cambridge University Press, 428 p.
- WRIGLEY Edward Anthony, 1988, « The limits to growth: Malthus and the classical economists », *Population and Development Review*, vol. 14, *Supplement: Population and Resources in Western Intellectual Traditions*, p. 30-48.
- WRIGLEY Edward Anthony, SOUDEN Edward Anthon David, 1986, *The Works of Thomas Robert Malthus*, Londres, Pickering and Chatto, 8 vol., 2 068 p.
- YOUNG Allyn A., 1928, « Increasing returns and economic progress », *Economic Journal*, vol. 38, n° 4, p. 527-542.
- ZINKE George William, 1942, « Six letters from Malthus to Pierre Prevost », *Journal of Economic History*, vol. 2, n° 2, p. 174-189.

### DONALD RUTHERFORD • LES TROIS APPROCHES DE MALTHUS POUR RÉSOUDRE LE PROBLÈME DÉMOGRAPHIQUE

L'analyse approfondie que Malthus a consacrée au principe de population – la tendance à la divergence des taux d'accroissement respectifs de la population et des subsistance – dans toute son œuvre, en particulier dans les six premières éditions de son *Essai sur le principe de population*, suggère plusieurs voies de résolution de ce problème. Pour cerner la vraie nature de sa théorie, il est nécessaire de la disséquer au moyen d'une analyse conceptuelle minutieuse. Il faut examiner les quatre fonctions de l'homme définies par Malthus (le travailleur, le calculateur, le géniteur et le consommateur) pour expliquer les comportements des populations humaines. Le concept de subsistance, comme celui de comportement humain, est une notion complexe. Il revêt plusieurs formes, depuis l'alimentation de base jusqu'au luxe, et il est d'autant plus obscur que Malthus recourt à plusieurs expressions différentes pour le désigner. Dans cet article, le concept de subsistance est analysé dans le cadre du schéma des quatre stades de la croissance économique, développé au XVIII<sup>e</sup> siècle. On modélise en général la dynamique démographique d'un pays plutôt que celle de l'ensemble du monde. La conclusion de cette recherche est que, si Malthus admet qu'un pays économiquement avancé peut faire face à sa croissance démographique en se spécialisant dans l'industrie et en important des denrées alimentaires, il écarte cette solution au profit d'un plaidoyer pour un système économique équilibré.

### DONALD RUTHERFORD • MALTHUS AND THREE APPROACHES TO SOLVING THE POPULATION PROBLEM

Throughout his writings, especially in the six editions of his *Essay on Population*, Malthus' extended discussion of his population principle – the fundamental tendency towards divergence between population and subsistence growth rates – suggests several solutions to the problem he defined. To clarify the nature of his theory, detailed conceptual analysis is essential. The four human roles of worker, utilitarian, procreator and consumer identified by Malthus need to be assessed to explain the behaviour of the human population. Subsistence, like human behaviour, is a complex idea. It takes different forms, ranging from basic food to luxuries, and is rendered obscure in Malthus through his use of many different expressions for it. The concept of subsistence is analysed in this article within the eighteenth century framework of the four stages of economic growth and largely uses a population model for a single country rather than for the whole world. The conclusion to this enquiry is that although Malthus admits that an advanced country is able to deal with population growth through industrial specialization and food importing, he rejects this solution in favour of an approach based on a balanced economy.

### DONALD RUTHERFORD • LOS TRES ENFOQUES DE MALTHUS PARA RESOLVER EL PROBLEMA DEMOGRÁFICO

El amplio estudio que Malthus dedicó al principio de la población y en concreto a la tendencia intrínseca a la divergencia entre las tasas de crecimiento de la población y de subsistencia, en toda su obra, pero sobre todo en las seis primeras ediciones de su *Ensayo sobre el principio de la población*, sugiere varias vías para resolver este problema. Para fijar la verdadera naturaleza de su teoría, es necesario desglosarla bien mediante un minucioso estudio conceptual. En primer lugar, hay que examinar cuales son las cuatro funciones del hombre definidas por Malthus (el trabajador, el calculador, el procreador y el consumidor) para explicar los comportamientos de las poblaciones humanas. El concepto de subsistencia, así como el de comportamiento humano es una noción compleja que reviste varias formas, desde la alimentación básica hasta el lujo, y que no acaba de ser del todo transparente y clara desde el momento en que Malthus recurre a distintas expresiones para designarlo. En este artículo, el concepto de subsistencia se analiza en el marco del esquema de las cuatro fases del crecimiento económico que se desarrolló en el siglo XVIII. En general, se utiliza como modelo la dinámica demográfica de un país y no tanto la del mundo en su conjunto. La conclusión de esta investigación es que, si Malthus admite que un país económicamente avanzado puede hacer frente a su crecimiento demográfico especializando su industria e importando productos alimenticios, descarta esta solución en favor de un sistema económico equilibrado.

---

Donald RUTHERFORD, University of Edinburgh, Management School and Economics, William Robertson Building, 50 George Square, Edinburgh EH8 9JY, Royaume-Uni, tél : 44 (0)131 650 8357, courriel : d.rutherford@ed.ac.uk